



Ambassadeurs  
de la  
Jeunesse

# Les chrétiens d'Orient : un avenir incertain

*Par Pierre Rautureau,*

*Chargé de mission près la Direction Générale des Ambassadeurs de la Jeunesse*

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité  
de l'auteur

© Tous droits réservés, Paris, Ambassadeurs de la Jeunesse, 2019.

### **Comment citer cette publication :**

Pierre Rautureau,

« Les chrétiens d'Orient : un avenir incertain », Ambassadeurs de la Jeunesse,  
31 août 2019.

Ambassadeurs de la Jeunesse

31 Rue de Poissy 75005 Paris

E-mail : [contact@ambassadeurs-jeunesse.org](mailto:contact@ambassadeurs-jeunesse.org)

Site internet : [www.ambassadeurs-jeunesse.org](http://www.ambassadeurs-jeunesse.org)



## Sommaire

Aux origines des chrétiens d'Orient - p. 2

La *marginalisation* accrue des chrétiens d'Orient à partir des années 1970 -  
p. 6

Les chrétiens d'Orient ou le déficit migratoire - p. 8

L'intervention américaine en Irak ou la détérioration de la situation des  
chrétiens d'Orient - p. 9

Les chrétiens d'Orient aujourd'hui - p. 10



## Aux origines des chrétiens d'Orient

Dans une interview accordée à l'association *L'Oeuvre d'Orient* le 24 avril 2019, Monseigneur Maroun Lahham, évêque auxiliaire du Patriarcat latin de Jérusalem pour la Jordanie entre 2012 et 2017, déclarait que les chrétiens d'Orient constituaient le « pont entre l'Occident et le monde musulman ». Cette déclaration témoigne de la situation complexe dans laquelle se trouvent les chrétiens d'Orient, rattachés à l'Occident par leur religion et associés au monde arabe par leur culture. Aujourd'hui, la situation au Moyen et Proche-Orient, que ce soit la guerre en Syrie, la destruction d'États comme l'Irak et les exactions commises par l'Etat islamique, ont remis sur le devant de la scène les chrétiens d'Orient. Fréquemment cités par les politiques occidentaux à des fins stratégiques, ceux-ci fuient la terre de leurs ancêtres, cherchant à s'installer ailleurs.

Si les chrétiens d'Orient représentaient 25% de la population de la région au début du XXème siècle, ils n'en représentent aujourd'hui plus qu'environ 3,5%<sup>1</sup>. Cette baisse de la représentation - qui ne s'explique pas que par les exactions et les persécutions - témoigne néanmoins d'une situation complexe. Mal perçus au Moyen-Orient et incompris en Occident, leur exode pousse à s'interroger sur leur éventuelle disparition.

Avant de s'intéresser à la situation complexe des chrétiens d'Orient, il convient de revenir sur l'origine de cette expression. Elle apparaît en France en 1856 lors du traité de Paris mettant fin à la guerre de Crimée. Ce traité désignait la France comme puissance protectrice des catholiques de l'Empire ottoman. Cette expression a évolué et ne constitue pas en réalité un bloc monolithique mais regroupe différentes minorités chrétiennes. On peut ainsi citer les Coptes, les Maronites, les Grecs-Catholiques ou Orthodoxes, les Araméens, les Arméniens et les Assyro-Chaldéens.

Le christianisme serait arrivé très tôt dans la région et se serait diffusé grâce aux grands pôles de l'hellénisme de l'époque comme Alexandrie ou Antioche (capitale de la province romaine de Syrie où l'apôtre Pierre y aurait donné sa prédication vers 37 après J.C.)<sup>2</sup>. Les écrits étaient alors en langue grecque ou araméenne. C'est à partir de ce moment qu'il se divisa en différents courants. Les Romains n'empêchaient alors pas la diffusion de la religion et ce malgré les persécutions qu'ils orchestraient à l'encontre des croyants. Il fallut finalement attendre l'édit de Constantin en 312 pour que le christianisme devienne la religion officielle de l'Empire, mettant fin aux

---

<sup>1</sup> Martiny, Didier, « *La fin des chrétiens d'Orient ?* », ARTE, 2016.

<sup>2</sup> Heyberger, Bernard. « Conclusion », Bernard Heyberger éd., *Les chrétiens d'orient*. Presses Universitaires de France, 2017, pp. 121-124.



persécutions. Cependant, les différentes querelles théologiques et politiques ainsi que le partage de l'Empire avec la création de l'Église catholique orientale n'ont pas permis aux différents courants du christianisme dans la région de s'unifier.

À partir du VII<sup>ème</sup> siècle, la région passe sous domination arabe qui, loin de tout modifier, conserve en grande partie les systèmes politiques et les élites locales établis afin de mieux administrer les régions de leur immense territoire. Ainsi, les évêques ont notamment pu conserver un rôle important. Selon les historiens, c'est véritablement sous le règne d'Abd Al-Malik entre 685-705 que l'islam va prendre une part plus importante dans l'exercice du pouvoir et dans l'administration de l'empire, ayant des conséquences sur les non-musulmans et donc les chrétiens d'Orient<sup>3</sup>. L'arabe va devenir la langue officielle de l'empire, relayant les autres langues à un statut secondaire.

Dès cette époque, les relations entre les chrétiens et les musulmans varient en fonction des zones géographiques et des califes. Ainsi en Egypte sous le califat Fatimide (969-1171)<sup>4</sup>, les chrétiens étaient relativement à l'abri des persécutions en dépit du règne d'al-Hakîm qui constitue une exception<sup>5</sup>. En effet, entretenir des bonnes relations avec les chrétiens d'Orient permettait au calife de ne pas détériorer ses liens avec l'Occident et Byzance qui était son voisin. Dès cette époque, les chrétiens d'Orient étaient donc perçus comme un liant entre les califats et l'Occident. Néanmoins il est également apparu à cette période que les chrétiens d'Orient ne pouvaient être totalement assimilés à l'Occident. C'est le début des croisades à la suite de l'appel du Pape Urbain II en 1095 qui permet de révéler l'éloignement culturel existant entre les chrétiens d'Orient et l'Occident.

À partir du XIII<sup>ème</sup> siècle, les invasions mongoles ont entraîné un bouleversement de la région. Ces invasions permettent également de mettre en lumière le côté actif des chrétiens d'Orient qui n'étaient pas uniquement une communauté subissant la domination politique. Les Mongols étaient vu à ce moment-là comme une opportunité pour les chrétiens de se libérer de la domination musulmane. Ils ont ainsi souvent pris le parti des Mongols. Cependant, ce choix a entraîné une multiplication des heurts entre les communautés. Par ailleurs, entre le X<sup>ème</sup> et le XV<sup>ème</sup> siècle, on assiste à un recul du christianisme au Moyen-Orient, notamment dû à la politique de répression et de discrimination des différents pouvoirs. Sans s'éteindre, le

---

<sup>3</sup> *Id.*

<sup>4</sup> BURESI, Pascal « CAIRE CALIFAT FATIMIDE DU - (969-1171) », *Encyclopædia Universalis*.

<sup>5</sup> Heyberger, Bernard. « Conclusion », Bernard Heyberger éd., *Les chrétiens d'orient*. Presses Universitaires de France, 2017, pp. 121-124.



christianisme se maintient et se déplace des centres urbains vers les zones périphériques. L'édification de l'Empire ottoman au cours des XIV<sup>ème</sup> et XV<sup>ème</sup> siècles a permis une nouvelle unification de la région. La prise de Constantinople le 29 mai 1453 a permis d'accroître la taille du territoire et a entraîné l'intégration d'une nouvelle population chrétienne sans pour autant changer fondamentalement la situation des chrétiens d'Orient. Durant la période de domination ottomane, la situation démographique des chrétiens connaît un redressement. Néanmoins, les politiques discriminatoires entamées dès les invasions arabes du VII<sup>ème</sup> siècle ont continué de persister. Les chrétiens conservaient leur statut de *dhimmî* (chrétiens ou juifs sujets à la *dhimma*, protection accordée par la loi musulmane) influençant leur mode de vie. Ce statut les obligeait notamment à payer un impôt spécial.

La chute de l'Empire ottoman, actée par le traité de Lausanne signé en juillet 1923, la proclamation de la République turque en octobre 1923 et l'abolition du califat en mars 1924<sup>6</sup> entraînent un nouveau bouleversement dans la région et affectent une nouvelle fois la communauté chrétienne d'Orient. Les restes de l'Empire ottoman ont été répartis en zones d'influences entre la Grande-Bretagne et la France.

Cependant, le partage de ces régions ne s'est pas fait en tenant compte des différences locales, ce qui a entraîné jusqu'à aujourd'hui de nombreuses tensions. En effet, les accords de Sykes-Picot négociés secrètement en mai 1916 entre la France et la Grande-Bretagne puis modifiés plusieurs fois jusqu'à la conférence de San Remo (19-24 avril 1920), ont donné à la France les mandats sur le Grand-Liban et la Syrie quand la Grande-Bretagne se voyait administrer la Transjordanie et les territoires de Mossoul (actuelle Irak)<sup>7</sup>. Suite à ce partage, l'impopularité des deux puissances fut grandissante. Au-delà de ne pas tenir compte des différences ethniques et confessionnelles, ce partage fut vécu comme une trahison par les populations auxquelles la Grande-Bretagne avait fait miroiter l'espoir d'une indépendance face à leur soulèvement contre la Grande Porte<sup>8</sup> durant la guerre. Les chrétiens d'Orient faisaient partie de ces populations qui espéraient obtenir l'indépendance.

Cette problématique des frontières dont résulte aujourd'hui une majeure partie des conflits du Moyen-Orient est aussi une problématique inhérente à la situation des chrétiens d'Orient. En effet, contrairement à l'Occident, les

---

<sup>6</sup> MANTRAN, Robert, GEORGEON, François, « OTTOMAN EMPIRE », *Encyclopædia Universalis*.

<sup>7</sup> « Accords Sikes Picot (mai 1916) », *Encyclopédie Larousse*.

<sup>8</sup> Nom donné à l'Empire ottoman.



différentes églises en Orient n'ont jamais pu être en adéquation avec les frontières d'un État et les communautés chrétiennes étaient et sont toujours dispersées à travers différentes zones territoriales et étatiques empêchant toute revendication d'indépendance et tout espoir d'unification nationale. Ce problème a de nouveau été exacerbé lorsque la France a souhaité créer une enclave chrétienne dans la région afin de museler les ambitions nationalistes. Si sa volonté de créer un État à majorité chrétienne au Liban fut un succès<sup>9</sup>, l'idée de diviser la Syrie en plusieurs micro-États fut très mal reçue par les populations locales où les chrétiens de Syrie, et les autres communautés se sont liées dans leur espoir de créer une grande nation arabe<sup>10</sup>. Cet échec témoigne une nouvelle fois du caractère actif de la communauté chrétienne d'Orient qui, loin de se sentir proche de l'Occident, se définit avant tout comme une communauté arabe avec une culture qui lui est propre. Il témoigne enfin de relations plus complexes entre chrétiens et musulmans ne pouvant se résumer uniquement à une relation de dominant/dominé puisqu'ils pouvaient être motivés par des intérêts communs dans lesquels on retrouvait des volontés indépendantistes et nationalistes. En atteste la division des chrétiens au Liban après la guerre civile où une partie des chrétiens s'est alliée aux sunnites soutenues par l'Arabie Saoudite et une autre partie aux chiites soutenus par l'Iran.

Néanmoins, il est indéniable que dès le début du XXème siècle, l'idée d'un islam politique a commencé à émerger ; ceci ayant des répercussions sur les chrétiens d'Orient. Le politologue Didier Billion explique que ce courant d'idée a très vite été incarné par les mouvances nationalistes qui estimaient qu'il devait y avoir une adéquation entre l'appartenance à l'Empire ottoman et l'appartenance à la religion musulmane<sup>11</sup>. Avant d'être reprises par Mustafa Kemal Atatürk au début de l'indépendance de la Turquie<sup>12</sup>, ces idées vont se manifester avec le génocide arménien. Débuté en 1915, il entraîna la mort d'1,5 millions de chrétiens arméniens (deux tiers de la population) et de 260 000 chrétiens assyriens (50% de la population)<sup>13</sup>.

---

<sup>9</sup> Le Liban est le seul pays du monde arabe où les chrétiens sont une majorité et participent activement à la vie politique. Les chrétiens maronites représentent 43% de la population contre 27% de musulmans chiites et 23% de sunnites. Depuis le pacte Nationale en 1943 le pouvoir politique est répartis entre les différentes confessions. Le président de la République et le chef d'État major sont toujours chrétiens maronites, le premier ministre est toujours un musulman sunnite et le président du parlement est toujours un musulman chiite. Néanmoins après la guerre civile (1975-1990), les accords de Taff ont entraîné une perte d'une grande du partie du pouvoir des chrétiens au profit des premiers ministres et présidents de parlement sunnites et chiites.

<sup>10</sup> Martiny, Didier, « *La fin des chrétiens d'Orient ?* », ARTE, 2016.

<sup>11</sup> *Id.*

<sup>12</sup> Voir la date plus haut.

<sup>13</sup> Martiny, Didier, « *La fin des chrétiens d'Orient ?* », ARTE, 2016.

Malgré le discours de l'islam politique, les chrétiens d'Orient ont continué de se sentir arabes. Ainsi en Palestine ils ont adhéré à la cause arabe et ont participé à la lutte contre l'implantation juive et le sionisme. Ils ont également subi les mêmes conséquences que les musulmans lors de la création de l'État d'Israël, à savoir l'expropriation et l'exode<sup>14</sup>. Ce sentiment d'appartenance nationale et régionale s'est également manifesté en Egypte où les Coptes<sup>15</sup> ont contribué pendant longtemps à la vie politique du pays. Là encore, musulmans et chrétiens ont trouvé des intérêts communs à lutter contre les britanniques dès 1919 au profit d'une indépendance. Les Coptes ont également fréquemment fait partie des gouvernements égyptiens jusqu'aux années 1950<sup>16</sup>.

### **La marginalisation accrue des chrétiens d'Orient à partir des années 1970**

À partir des années 1970, on va constater l'échec du Panarabisme prôné notamment par Nasser et qui avait servi de moteur à la région. Lui succède alors l'islamisme dont le projet de société exclut les chrétiens de toute participation. Ce nouveau projet va entraîner une *marginalisation* accrue des chrétiens d'Orient, accentuant leur caractère minoritaire.

Ce caractère minoritaire des chrétiens d'Orient dans la région constitue l'un de ses problèmes principaux. Ils se trouvent minoritaires dans l'ensemble des États du Moyen-Orient à l'exception du Liban. Ce caractère minoritaire est fortement lié à la question démographique. Celle-ci est devenue primordiale avec l'indépendance des États de la région puisqu'elle détermine la capacité des communautés à être représentées dans les instances politiques. Ces chiffres sont d'ailleurs souvent l'objet d'instrumentalisation politique comme en Egypte où le gouvernement annonce régulièrement le chiffre de 4,12 millions de Coptes quand eux-mêmes avancent celui de 12 millions<sup>17</sup>. Cependant, si les Coptes sont minoritaires, leur population n'a jamais cessé de croître. De fait, les Coptes n'étaient que 730 000 en 1897 contre 4,12 officiellement en 2010. En revanche, leur proportion au sein des États n'a eu de cesse de diminuer. Celle-ci serait passée de 26,4% de la population totale dans l'ensemble

---

<sup>14</sup> 50 000 chrétiens partirent selon Heyberger, Bernard. « Conclusion », Bernard Heyberger éd., *Les chrétiens d'orient*. Presses Universitaires de France, 2017, pp. 121-124.

<sup>15</sup> Habitants chrétiens d'Égypte.

<sup>16</sup> *Id.*

<sup>17</sup> *Id.*





Syrie-Liban-Palestine en 1914 à 10,1% en Syrie, Jordanie, Israël et Liban en 1990<sup>18</sup>.

Henry Laurens, professeur au Collège de France, expliquait qu'au XIX<sup>ème</sup> siècle la démographie chrétienne progressait plus vite que la population musulmane, ceci expliquant les proportions de chrétiens d'Orient. Mais cette tendance démographique s'est inversée au cours du XX<sup>ème</sup> siècle et elle peut s'expliquer par l'émigration d'une certaine partie vers les États-Unis et l'Afrique noire alors encore sous mandat colonial français et britannique, mais surtout par le niveau d'éducation des chrétiens. En effet, éduqués par des jésuites, les filles et les garçons suivaient de longues études très coûteuses, ce qui poussait les parents à se limiter en nombre d'enfants<sup>19</sup>. À cela s'ajoutent également l'atténuation des différences des taux de mortalité entre chrétiens et musulmans et l'augmentation du taux de natalité des musulmans qui a fini par dépasser celui des chrétiens. En 1948 les chrétiennes donnaient naissance à cinq enfants en moyenne contre huit chez les musulmanes<sup>20</sup>.

Cette inversion des tendances démographiques a donc contribué à renforcer le caractère minoritaire des chrétiens d'Orient au sein de la région. Ce caractère minoritaire semble soulever un paradoxe. Dans leur quête d'une véritable reconnaissance au sein de ces États, ils refusent d'être définis en tant que minorité et réclament une pleine citoyenneté qui ne les distinguerait pas des autres citoyens. Cette ambition semble pour le moment irréalisable à l'heure où religion et citoyenneté semblent ne faire qu'un. En effet, l'Islam fait aujourd'hui partie prenante de la politique des États. Mis à part le Liban et la Syrie, l'Islam est mentionné dans la constitution des autres États comme religion d'État. L'Égypte d'Anouare al-Sadate a fait inscrire dans la Constitution de 1971 la *charia* comme étant une source du droit. Cette idée a été renforcée en 1980 lorsqu'un amendement en a fait la source principale de la législation. Aucun texte jusqu'à aujourd'hui n'est allé à l'encontre de ce principe. De même en Syrie, la constitution actuelle continue de reconnaître le droit musulman comme une des sources principales de sa législation. Dès lors les législations des États sont indubitablement discriminatoires envers les minorités, les empêchant d'exercer une pleine citoyenneté par l'interdiction de leur participation à la vie politique de leur pays. En Égypte depuis 1952, les

---

<sup>18</sup> *Id.*

<sup>19</sup> « Entretien avec Henry Laurens : le lent exode des chrétiens d'Orient », *Les Cahiers de l'Orient*, 2015/2 (N° 118), pp. 65-72.

<sup>20</sup> Heyberger, Bernard. « Conclusion », Bernard Heyberger éd., *Les chrétiens d'orient*. Presses Universitaires de France, 2017, pp. 121-124.



constitutions interdisent qu'un chrétien accède à la présidence de la République ou à un poste à très haute responsabilité.

### **Les chrétiens d'Orient ou le déficit migratoire**

Si aujourd'hui l'ensemble des États de la région connaît une transition démographique, la nouvelle interrogation pour les chrétiens d'Orient correspond au déficit migratoire. Entre 2003 et 2014, 90% de la communauté chrétienne a disparu en Irak. On compte du côté de la Syrie plus de 300 000 chrétiens qui ont quitté le territoire entre 2011 et 2014<sup>21</sup>. Cet exode, résultat des persécutions et du manque de représentation politique, pousse certains à s'interroger sur l'avenir des chrétiens d'Orient.

En effet, les persécutions et la mise à l'écart de ces communautés ont été fluctuantes tout au long du XXème siècle. Celles-ci ont varié en fonction des États et des périodes. Les régimes autoritaires apparus à partir des années 1950 comme en Egypte avec le colonel Nasser, ont obligé les autorités chrétiennes à adapter leur pouvoir. Ces changements se sont souvent faits au profit des institutions religieuses. Nasser, par ses mesures d'étatisation de la justice, d'éducation et d'aide sociale, a renforcé le pouvoir du patriarche Cyrille VI et sa relation personnelle avec lui au détriment des institutions laïques. La défense des minorités chrétiennes a également été sujette à l'instrumentalisation politique de la part des dirigeants autoritaires. On peut notamment citer Saddam Hussein qui a commencé par se présenter comme le protecteur des chrétiens avant de changer de discours et dériver vers l'islam politique par nécessité pour séduire la population.

La politologue Myriam Benraad affirme d'ailleurs que la question de la fin des chrétiens d'Orient s'est posée dès l'époque de Saddam Hussein. Néanmoins les chrétiens n'étaient pas forcément perçus comme une menace et certains occupaient des postes à responsabilité<sup>22</sup>. On a cependant pu observer un durcissement de la loi dans les espaces publics vis-à-vis des minorités religieuses, dont les chrétiens d'Orient, que ce soit en Egypte, en Syrie ou Irak.

---

<sup>21</sup> « Entretien avec Henry Laurens : le lent exode des chrétiens d'Orient », *Les Cahiers de l'Orient*, 2015/2 (N° 118), pp. 65-72.

<sup>22</sup> Martiny, Didier, « *La fin des chrétiens d'Orient ?* », ARTE, 2016.

## **L'intervention américaine en Irak ou la détérioration de la situation des chrétiens d'Orient**

La situation s'est une nouvelle fois détériorée au début du XXIème siècle. L'intervention américaine en Irak a entraîné de nouvelles persécutions. Les Américains se présentant comme les « nouveaux croisés » vont de nouveau attiser les tensions. Cantonnés à l'image de collaborateurs des occidentaux, les chrétiens ont connu une vague d'attaques et d'attentats à partir de 2004-2005. Néanmoins, rappelons que celles-ci s'inscrivaient dans un contexte plus global de destruction de la société irakienne où les chrétiens n'étaient pas les seules victimes. Ces attaques ont tout de même contribué à pousser certains chrétiens à partir. Déjà largement assimilés à un Occident impérialiste, l'intervention américaine a de nouveau fragilisé la position des chrétiens d'Orient en Irak. Le discours américain en 2003 comme celui de Saddam Hussein au début des années 1980 souligne l'enjeu stratégique que représentent les chrétiens d'Orient pour les leaders politiques.

Les « printemps arabes » de 2011 ont de nouveau constitué un regain des persécutions pour les chrétiens d'Orient. Comme lors de l'invasion américaine, la communauté chrétienne aurait une nouvelle fois souffert des décisions politiques de ses représentants. Selon Henry Laurens<sup>23</sup> le fait que le haut clergé se soit compromis sous les régimes syrien et irakien et que les dirigeants au pouvoir à l'époque affirmaient défendre les chrétiens a entraîné une vague de persécutions sur la communauté l'accusant de collusion avec les régimes autoritaires. Si les populations chrétiennes ont été injustement prises à parti, les stratégies des institutions chrétiennes soulignent néanmoins leur capacité à nouer des liens politiques dans l'objectif de continuer d'exister dans une région de plus en plus hostile.

Du côté de l'Egypte, la prise de pouvoir par les militaires en juin 2013 au détriment des Frères musulmans qui avaient remporté les élections a entraîné également une vague de répressions contre les chrétiens accusés par les islamistes d'être responsables de la chute de Mohammed Morsi. Les Coptes sont d'ailleurs régulièrement la cible de l'Etat islamique. En février 2015, vingt-et-un Coptes ont été décapités en Libye. Cependant, Henry Laurens nuance l'idée que seules les persécutions soient à l'origine de la vague migratoire de cette communauté. Il rappelle également que de nombreux chrétiens sont partis avant 2010 pour des raisons d'opportunités économiques et culturelles. Il cite notamment l'exemple des maronites du Liban dont la diaspora serait plus conséquente que sa communauté vivant au

---

<sup>23</sup> « Entretien avec Henry Laurens : le lent exode des chrétiens d'Orient », *Les Cahiers de l'Orient*, 2015/2 (N° 118), pp. 65-72.



Liban. Pour appuyer son propos, il rajoute que l'Eglise maronite est devenue une Eglise « mondiale ».

Les conséquences des choix politiques de leurs représentants ont poussé les chrétiens à émettre des critiques vis-à-vis des institutions. En Egypte, les élites laïques ont commencé à dénoncer la compromission de l'élite religieuse vis-à-vis du régime autoritaire égyptien d'Hosni Moubarak. Une nouvelle fois la communauté chrétienne s'affirme ici par ses choix comme une communauté active tentant de défendre ses intérêts.

Aujourd'hui, le président Al Sissi dispose d'un soutien total des autorités coptes. Cette relation s'est illustrée lorsque, pour la première fois, un président égyptien est allé rendre visite aux Coptes dans la Cathédrale Saint-Marc pour Noël le 6 janvier 2015. Ce renouveau des relations entre la communauté et le pouvoir politique coïncide également avec un renouveau de la communauté copte, entamé à la fin du XXème siècle. Néanmoins, les chercheurs constatent que les communautés chrétiennes dans leur ensemble, et notamment les coptes, ont entamé un repli identitaire qui laisse craindre davantage de marginalisation. On assiste également à une évolution du discours en Turquie, même s'il faut l'analyser avec beaucoup de recul. En Janvier 2015, le gouvernement a autorisé la construction d'une Eglise syriaque à Istanbul<sup>24</sup> voulant montrer qu'il soutient les minorités chrétiennes. En réalité les syriaques ne sont toujours pas reconnus comme une minorité en Turquie et n'ont donc pas accès à une forme de protection juridique. Cette politique officielle pro-chrétienne semble davantage s'inscrire dans le jeu de séduction que peut mener le président Erdogan vis-à-vis de l'Occident et notamment de l'Europe. En ce sens il poursuit la politique que menait déjà les califats au VIIème siècle<sup>25</sup>.

### **Les chrétiens d'Orient aujourd'hui**

De fait, les chrétiens d'Orient se retrouvent aujourd'hui confrontés à un double problème. Migrants vers les pays occidentaux pour sauver leur vie ou réussir économiquement, ils prennent le risque de perdre leur identité culturelle déjà menacée par l'islamisme politique au Moyen-Orient et l'Etat islamique qui a entamé une guerre contre la culture chrétienne d'Orient en détruisant de manière systématique les monuments et les livres. À cela s'ajoute le repli identitaire de ceux qui ont décidé de rester. Cette marginalisation semble être une voie sans issue pour sauver la culture chrétienne. L'arrivée de l'Etat islamique a donc bien constitué un nouveau

---

<sup>24</sup> Martiny, Didier, « *La fin des chrétiens d'Orient ?* », ARTE, 2016.

<sup>25</sup> Voir paragraphe plus haut.

bouleversement pour les chrétiens d'Orient puisqu'on est passé du stade des persécutions à une véritable volonté d'anéantir leur histoire. Encore une fois, la communauté chrétienne n'est pas restée passive face à l'histoire en prenant les armes aux côtés des Peshmergas kurdes.

Néanmoins, cette crise migratoire pour la communauté chrétienne d'Orient et les persécutions subies dans la région amènent fortement à s'interroger sur l'avenir des chrétiens d'Orient. Selon Henry Laurens<sup>26</sup> leur identité chrétienne orientale continuera d'exister tant qu'ils maintiendront une liturgie, une culture et une langue spécifique. Selon lui, si beaucoup de chrétiens se sont exilés, il est fort probable que l'identité chrétienne orientale continue de persister chez eux.

De son côté, Bernard Heyberger<sup>27</sup> rappelle que si la question de l'identité ne peut être librement abordée au Moyen-Orient, elle est débattue au sein de la diaspora. Ce serait, selon-lui, grâce à la diaspora que l'idée d'une identité ethnique spécifique serait née. Pourtant, il rappelle qu'une partie des immigrants est absorbée dans les sociétés occidentales et perd souvent son identité propre faute d'un manque d'encadrement d'institutions pouvant leur transmettre cette culture. Finalement, la diaspora revêt un paradoxe puisqu'elle permet la création d'un débat sur la question identitaire mais entraîne d'un autre côté une modification du rapport à la culture chrétienne orientale dans les sociétés séculaires que sont les pays occidentaux. Ce paradoxe souligne la difficulté de donner une réponse sur une possible disparition des chrétiens d'Orient.

Enfin, les chrétiens d'Orient représentent l'une des plus anciennes communautés du Moyen-Orient. Que ce soit sous la domination romaine ou arabo-musulmane, ils ont toujours su trouver leur place au sein de systèmes politiques plus ou moins discriminatoires. Loin d'être des occidentaux, ils se pensent avant tout comme arabes et possèdent des intérêts communs avec les musulmans de la région. Restreintes par la diversité des Églises qui empêchent une véritable unification politique, les différentes communautés chrétiennes tentent inlassablement de jouer leur participation politique à l'échelle locale afin de préserver leur culture. Loin d'être inactifs sur le plan politique et malgré une évolution du discours de certains dirigeants arabes, les chrétiens d'Orient continuent de subir la discrimination. Les exactions commises par l'Etat islamique ont permis de remettre sur le devant de la scène une communauté complexe. Son exode massif vers l'Occident peut

---

<sup>26</sup> « Entretien avec Henry Laurens : le lent exode des chrétiens d'Orient », *Les Cahiers de l'Orient*, 2015/2 (N° 118), pp. 65-72.

<sup>27</sup> Heyberger, Bernard. « Conclusion », Bernard Heyberger éd., *Les chrétiens d'orient*. Presses Universitaires de France, 2017, pp. 121-124.

nous laisser penser à une possible disparition du christianisme oriental. Cette situation des chrétiens d'Orient est interprétée par tous comme le risque d'un vide régional puisqu'ils constituent encore un véritable intermédiaire culturel entre un Occident et un Moyen-Orient qui peinent à se comprendre.

Le possible renouveau de l'Etat islamique en Syrie, l'incertitude quant à l'avenir de l'Irak, et l'absence de réaction d'un Occident qui lui a déjà causé beaucoup de tort ne permettent pas d'envisager une amélioration de la situation pour les chrétiens d'Orient.

